

RAPPORT DE SUIVI CRÉNEAU THEMATIQUE PREVENTION DES CONFLITS ET CONSOLIDATION DE LA PAIX

Section 1: Page de couverture et section d'identification du Programme conjoint

a. Informations de base et Identification du Programme conjoint

Date de soumission : 20/01/2012 Soumis par : PNUD Nom : Coumba Mar Gadio Titre : Représentante Résidente du PNUD Organisation : PNUD Contact : PNUD-MAURITANIE, 203, rue 42-133, Ilot K, (en face du Commissariat de Tévragh-Zeina) Nouakchott - Mauritanie Tel: +222 525 2409 Fax: +222 525 2616 Email : registry.mr@undp.org Tel : +222 7263006	Pays et fenêtre thématique: MAURITANIE – Prévention des conflits
N° de Projet MDTF/Atlas: MDGF-1958-F-MRT/67224 Titre: Prévention des conflits et renforcement de la cohésion sociale en Mauritanie	Numéro du rapport : 5 Période de rapport : juillet – décembre 2011 Durée du programme : 3 ans

Organisations des NU participantes

UNDP/UNFPA/UNICEF/UNODC

Partenaires de réalisation¹

- Commissariat aux Droits de l'Homme, à l'Action Humanitaire et aux relations avec la Société Civile
- Commission Nationale des Droits de l'Homme
- Ministère de la Culture, Jeunesse et Sports,
- Ministère de l'Education Nationale
- Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement
- Ministère de la justice
- Agence Nationale pour l'Accueil et l'Insertion des Réfugiés
- Ministère des Affaires Economiques et du Développement
- Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation
- Ministère des Affaires Sociales, de l'Enfance et de la Famille
- Groupe Parlementaire Consolidation de l'Unité Nationale
- ONG locales

¹ Veuillez mentionner tous les partenaires engagés dans la réalisation, les ONG, les Universités, etc.

Montant total approuvé pour le budget :	UNODC 408.740 USD UNFPA 1.005.800 USD UNDP 2.777.610 USD UNICEF 807.850 USD Total 5.000.000 USD
Montant total transféré à ce jour :	UNODC: 354 170, 00 USD UNFPA: 781 100,00 USD UNDP: 2 229 591,00 USD UNICEF: 567 100, 00 USD Total 3 937 161,00 USD
Budget total engagé à ce jour :	UNODC: 178 497, 00 USD UNFPA: 635 759,44 USD UNDP: 1 628 368,00 USD UNICEF: 530 011,66 USD Total 2 972 636,10 USD
Budget total dépensé à ce jour :	UNODC: 178 497, 00 USD UNFPA: 635 759,44 USD UNDP: 1 628 368,00 USD UNICEF: 487,017.66 USD Total 2 929 642,10 USD

b. BENEFICIARIES

Indiquez le type de bénéficiaires (i.e. fermiers, décideurs, PME, etc.)	No. d'institutions	No. de femmes	No. d'hommes	No. de groupes Éthniques
Anciens esclaves dans les régions d'intervention		4500	3500	
Rapatriés dans les zones d'intervention		2500	1500	
Administration territoriale (préfets, sûreté nationale, gendarmerie...), conseillers municipaux, magistrats, journalistes, société civile, femmes leaders, religieux...	4 Wilaya	350	340	
Réseaux des Associations de jeunes	5	3 000	3 000	
Maires	13			
Total	22	9350	9340	

c. Bénéficiaires Indirects

Indiquez le type de bénéficiaires (i.e. fermiers, décideurs, PME, etc.)	No. Institutions	No. Women	No. Men	No. Ethnic Groups
Anciens esclaves dans les régions d'intervention		32 000		1
Rapatriés dans les zones d'intervention		8 000		2
Total		40 000		

d. Cadre de suivi du Programme conjoint

Ce modèle est identique à celui que vous trouverez dans les documents du PC. Nous avons ajouté 3 colonnes pour indiquer les niveaux de référence et les objectifs des indicateurs. Dans ce modèle, toutes les valeurs sont cumulatives. Cela signifie que les valeurs passées obtenues s'accumulent (s'ajoutent dans le temps) à mesure que le programme conjoint est mis en œuvre. Vous êtes tenu d'inclure non seulement les indicateurs, mais aussi la valeur de ceux-ci. Si vous ne le faites pas, veuillez en expliquer la raison, ainsi que la manière dont vous obtiendrez ces informations pour la période suivante.

Résultats attendus (résultats et répercussions)	Indicateurs	Niveau de référence	Objectif global du PC	Réalisation de l'objectif à ce jour*	Moyens de vérification	Méthodes de collecte (avec calendrier et fréquence indicatifs)	Responsabilités	Risques et hypothèses
Effet 1 du Programme Conjoint : La cohésion sociale est renforcée par la promotion des droits des populations marginalisées et la mise en place de mécanismes participatifs de règlement des conflits	-% de la population des adwabas et rapatriés vivant en dessous du seuil de pauvreté -Nombre de mécanismes fonctionnels mis en place et % de femmes représentées	-Valeur initiale: très grande majorité vivant sous le seuil de pauvreté (à confirmer par EPCV) -Valeur initiale: 0	-Valeur cible : moins de 60% vivent sous le seuil de pauvreté -Valeur cible: 1 mécanisme participatif de règlement des conflits mis en place dans chaque site	Indicateur non mesurable à ce stade (Enquête EPCV ne sera diffusée qu'en 2012) Début de mise en place d'un mécanisme dans les différents sites	Enquête EPCV	Enquête sur les conditions de vie des ménages en début et en fin de programme (enquête réalisée en 2008 mais ne contient pas de données sur le niveau de pauvreté dans les sites cibles. L'enquête EPCV s'arrête au niveau des communes et ne prend pas en compte les villages).	Office National de la Statistique	-Volonté des acteurs insuffisante -Inexistence d'infrastructures -Analphabétisme des populations

Produit 1 : 1.1 Les causes des conflits et les droits des populations sont mieux connus	-Existence d'une cartographie des facteurs de conflit -% de la population bénéficiaire capable de citer 3 droits de l'Homme.	-Baseline 2008 : Pas de cartographie.	-Cible 2011 : cartographie réalisée -Cible 2011 : 50% des adultes des sites d'intervention sont capables de citer au moins 3 droits de l'Homme	Cartographie en cours de réalisation. L'enquête n'a pas été réalisée parce que non budgétisée	-Enquête CAP -Document de Stratégie	Enquête de terrain pour connaître le % effectif de bénéficiaires capables de citer 3 droits de l'homme en début et fin du programme	Coordination du Programme	-Disponibilité et fiabilité des données -Analphabétisme des populations -Volonté des acteurs insuffisante
1.2 Des mécanismes nationaux inclusifs de prévention, de dénonciation et de règlement sont mis en place	-Nombre de mécanismes mis en place	-Baseline 2008 : Absence de mécanismes de prévention	-Cible 2011 : un dispositif de prévention, de dénonciation et de règlement des conflits et discriminations est mis en place	La mise en place des mécanismes est en cours : des relais communautaires ont été identifiés au niveau des zones d'intervention du programme	-Statut des mécanismes et rapports d'activité	-Fin du programme	Coordination du Programme	-Instabilité politique -Manque de volonté politique

1.3 Les conditions de vie des populations victimes de discriminations dans les zones cibles sont améliorées (UNDP)	- % d'AGR fonctionnelles et viables	- Valeur initiale, Baseline 2008 : 0	- Cible 2011 : 50% des familles des sites d'intervention développent des AGRs fonctionnelles - 60% des femmes chefs de ménages des sites d'intervention développent des AGR fonctionnelles	164 AGRs mises en place	- Rapports d'activités	- Début et fin du programme	Coordination du programme	- Pérennisation des AGR
Produit 2 : 2.1 Le dialogue sur l'accès équitable des femmes et des hommes aux ressources et à la prise de décision dans les zones cibles est approfondi (UNFPA)	- % de femmes dans les structures de dialogue	- Valeur initiale - Baseline 2008 : moins de 10%	- Cible 2011 : 40%	50% des comités de gestion villageois sont des femmes (191 femmes initiées aux techniques de plaidoyer et de négociation)	- PV et rapports des comités - Missions de suivi - Enquêtes	- Semestriels - Annuels - Début et fin du programme	Coordination du programme	- Résistances socioculturelles - Disponibilité de ressources financières

2.2 Des mécanismes accessibles sont mis en place et en mesure de contribuer à résoudre les conflits de manière rapide et équitable, impliquant les femmes (UNODC)	- Nombre de mécanismes fonctionnels de justice alternative - Degré de satisfaction des justiciables - % des cas présentés par des femmes résolus	Baseline 2008 : Absence de mécanismes fonctionnels d'accès à la justice	Cible 2011 : 1 mécanisme dans chaque zone cible	Processus de mise en place en cours (10 femmes formatrices de femmes para-juristes formées)	Registre des mouslihs Questionnaires de satisfaction des usagers.	Registre tenu et analysé annuellement	Coordination du programme	Résistances du système judiciaire formel.
Effet 2 du Programme Conjoint : La culture démocratique est promue et contribue à la prévention des conflits	- Niveau de connaissance des droits et devoirs des citoyens	Baseline 2008 : faible connaissance des droits et devoirs des citoyens	Cible 2011 : 60% de la population des zones cibles est informée et sensibilisée sur les droits et devoirs du citoyen	15% des populations sont sensibilisées sur les droits et devoirs des citoyens	Enquête	- Au début et à la fin du programme		Impact négatif de la pauvreté et de l'analphabétisme sur le développement d'une conscience civique
Produit 3 : Les jeunes et les femmes connaissent les causes des conflits et adoptent les attitudes pour la promotion de la paix et la citoyenneté au sein de leurs structures et	- Nombre d'actions communautaires /locales en faveur de la promotion de la paix et de la citoyenneté mises en œuvre par les populations dans les zones cibles	Baseline 2008 : 0 2009 : 0	Cible 2011 : 12	2 rencontres d'échanges intergénérationnels organisées et 2 fora de plaidoyer établis 10 espaces d'échanges et d'éducation à la citoyenneté	- Rapports des OSC - Enquêtes.	- Annuels. - Au début et à la fin du programme	OSC Coordination du Programme	Volonté des acteurs Inexistence d'infrastructures Analphabétisme des populations

communautés (UNICEF)				établis 2 caravanes et 2 festivals organisés				
Produit 4 : Les acteurs et les populations sont sensibilisés, formés et jouent un rôle actif dans la prévention des conflits (PNUD)	- Nombre d'acteurs et de femmes leaders et élues locales formés à la prévention des conflits. - Création d'une coalition nationale, pluri acteurs, pour la prévention des conflits - Existence de cours sur les droits de l'Homme dans les curricula professionnels - Nombre de personnes sensibilisées à l'éducation électorale et aux droits de l'Homme	Baseline 2008 : 0 Baseline 2008 : 0 Baseline 2008 : 0 Baseline 2008 : Faible	Cible 2011 : 50% des acteurs formés Cible 2011 : 1 réseau mis en place Cible 2011 : L'enseignement des droits de l'Homme dispensé à chaque corps d'agents publics concernés Cible 2011 : 50% des populations des zones cibles savent comment voter	140 élus locaux formés en prévention et gestion des conflits 140 femmes leaders et 140 facilitateurs hommes formés en prévention et gestion des conflits	- Rapports d'activités	- Au début et à la fin du programme	Coordination du Programme	Impact négatif de la pauvreté et de l'analphabétisme sur le développement d'une conscience civique

	connaissance des modalités de vote (Taux important de bulletins nuls aux élections 11% en 2006) ; faible conscience civique et méconnaissance des droits de l'Homme		50% des populations des zones cibles sont sensibilisés sur les droits de l'Homme et la loi relative à l'esclavage					
Le programme est coordonné et mis en œuvre	Taux d'exécution des activités programmées	Valeur initiale : 0	Valeur cible : 90%	A renseigner en fin de programme	Atlas Rapports annuel et final du programme	- Rapport annuel	Coordination du Programme	Capacité des structures de mise en œuvre

e. Cadre de résultats du programme conjoint et informations financières

Ce tableau présente l'avancement financier cumulé de la mise en œuvre du programme conjoint à la fin du semestre. Il s'agit des chiffres financiers cumulés depuis le lancement du programme jusqu'à présent (y compris tous les décaissements annuels cumulés). Il doit servir de mise à jour du cadre de résultats qui se trouve dans votre document de programme d'origine. Vous devez fournir un tableau pour chaque résultat.

Définition des catégories financières

- **Montant total prévu pour le PC** : budget total alloué pour la durée complète du PC.
- **Montant total affecté estimé** : cette catégorie inclut tout montant affecté et déboursé à ce jour.

Résultat du PC : 1.1

Effet 1 : La cohésion sociale est renforcée par la promotion des droits des populations marginalisées et la mise en place de mécanismes participatifs de règlement des conflits

Résultats du programme	Activité	ANNÉE			AGENCE DE L'ONU	PARTIE RESPONSABLE	État d'avancement estimé de la mise en œuvre			
		A1	A2	A3			Montant total prévu pour le PC	Montant affecté total estimé	Montant déboursé total estimé	Taux d'exécution estimé du budget (%)
P1. Les bénéficiaires ont accès à des mécanismes concourant à la réduction des inégalités et à la lutte contre les discriminations	1.1.1 Les causes des conflits et les droits des populations sont mieux connus (Des mécanismes nationaux inclusifs de prévention, de dénonciation et de traitement des inégalités et des discriminations sont mis en place)	a	a		UNDP	Commissariat aux Droits de l'Homme à l'Action Humanitaire et aux relations avec la Société Civile	183 950	111535,54	111535,54	60,63%
	1.1.2 Les conditions de vie des populations victimes de discriminations dans les zones cibles sont améliorées	a	a		UNDP	Commissariat aux Droits de l'Homme à l'Action Humanitaire et aux relations avec la Société Civile	1197330	1001577	1001577	83,65%
Total							1 381 280	1 113 112.54	1 113 112.54	80,58%

Résultat du PC : 2.1

Résultats du programme	Activité	ANNÉE			AGENCE DE L'ONU	PARTIE RESPONSABLE	État d'avancement estimé de la mise en œuvre			
		A1	A2	A3			Montant total prévu pour le PC	Montant affecté total estimé	Montant déboursé total estimé	Taux d'exécution estimé du budget (%)
P2. Des mécanismes de prévention et de résolution des conflits au niveau local sont mis en place	2.1.1 Le dialogue sur l'accès équitable et le contrôle des ressources par les femmes et les hommes dans les zones cibles est approfondi	a	a		UNFPA	MASEF	940 000	786 300	635 759	80,85%
	2.1.2 Des mécanismes accessibles, impliquant les femmes, sont mis en place et en mesure de contribuer à résoudre des conflits de manière rapide et équitable	a	a		UNODC	Ministère de la justice	380 128	354 170	178 497	50,4%
Total							1 320 128	1 140 470	814 256	71,4%

Résultat du PC : 3.1

Résultats du programme	Activité	ANNÉE			AGENCE DE L'ONU	PARTIE RESPONSABLE	État d'avancement estimé de la mise en œuvre			
		A1	A2	A3			Montant total prévu pour le PC	Montant affecté total estimé	Montant déboursé total estimé	Taux d'exécution estimé du budget (%)

P3. Les jeunes et les femmes connaissent les causes des conflits et adoptent les attitudes	3.1.1 Les jeunes et les femmes connaissent les causes des conflits et adoptent les attitudes pour la promotion de la paix et la citoyenneté au sein de leurs structures et communautés	a	b		UNICEF	Ministère de la Culture, de la jeunesse et des sports	755 000	567 100	530 011,66	85,87%
	Total						755 000	567 100	530 011,66	93,46%
Résultat du PC										
Effet 2 : La culture démocratique est promue et contribue à la prévention des conflits										
Résultats du programme	Activité	ANNÉE			AGENCE DE L'ONU	PARTIE RESPONSABLE	État d'avancement estimé de la mise en œuvre			
		A1	A2	A3			Montant total prévu pour le PC	Montant affecté total estimé	Montant déboursé total estimé	Taux d'exécution estimé du budget (%)
P4. Les acteurs et les populations sont sensibilisés, formés et jouent un rôle actif dans la prévention des conflits	4.1.1 Les élus, la société civile et les administrations locales sont formés et jouent un rôle actif dans la prévention des conflits Les droits de l'homme sont mieux appropriés et la participation politique des populations des zones cibles est améliorée	b	f		UNDP	CDHAHRSC	826 000	398000	398000	48,18%

Rapport de Suivi

P5 : la coordination et le suivi-évaluation du programme sont assurés				UNDP		355 897	117255.46	117255.46	32,94%
	Total					1 181 897	515255.46	515255.46	43,59%

Section II: Progrès du Programme conjoint**a. Récit des progrès accomplis, des obstacles et des mesures d'urgence****Progrès au niveau des effets :**

Des infrastructures communautaires sont en place dans les 58 sites du programme conjoint (marchés communautaires, garderies d'enfants, salles de classe, terrains de football) bénéficiant approximativement à 2320 femmes. Ces infrastructures et l'activité économique et sociale, en plus de leur contribution à la réduction de la pauvreté (augmentation sensible des revenus), des inégalités et au renforcement des capacités des bénéficiaires, ont eu pour effet de les amener à se fréquenter et à développer des attitudes favorables à de nouvelles alliances, promouvant une culture de la paix entre les différents groupes ethniques représentés dans la zone d'intervention du programme.

Dans le domaine de l'habilitation juridique et politique des populations-cibles du programme, le processus de promotion de la culture démocratique et de mise en place de mécanismes de prévention et de résolution des conflits par la conciliation est en train de donner des résultats positifs, exprimés, notamment, par les cas où les citoyens ont utilisé les relais communautaires et/ou les services de femmes parajuristes pour résoudre et/ou prévenir des conflits de manière pacifique. Ceci est indicateur « fort » de l'émergence progressive d'une capacité nationale de médiation (actions en faveur des jeunes, femmes leaders, administrations, facilitateurs, femmes para juriste, mouslihs) et d'attitudes plus favorables, à une culture de Paix et de Démocratie.

Progrès au niveau des résultats :

Au niveau du **produit 1** « *Les bénéficiaires ont accès à des mécanismes concourant à la réduction des inégalités et à la lutte contre les discriminations* », les activités suivantes, relatives au volet « *Amélioration des conditions de vie des populations victimes de discriminations dans les zones cibles* », ont été réalisées :

- 140 activités génératrices de revenus créées profitant à près de 2320 femmes ;
- 47 infrastructures communautaires dont 15 marchés communautaires construits pour abriter les AGR ainsi que des abris à moulin ;
- 4 terrains de football aménagés et des équipements sportifs fournis

Concernant le **produit 2** « *Des mécanismes de prévention et de résolution des conflits au niveau local sont mis en place* », les activités suivantes, relatives au volet « *approfondissement du dialogue pour favoriser l'accès équitable et le contrôle des ressources par les femmes et les hommes dans les zones cibles* » ont été réalisées :

- 70 Leaders d'opinion formés sur les modes de prévention des conflits.
- plus de 2500 personnes (y compris 60 personnalités influentes) sensibilisées sur la participation de la femme dans la gestion des affaires de la communauté et sur la question de la prévention des conflits dans les deux Hodhs, le Brakna et le Trarza.
- 85 femmes formées en plaidoyer, leadership féminin et prévention des conflits.
- 139 Relais communautaires identifiés et formés sur les droits humains et la prévention des conflits.
- 112 Leaders communautaires formés sur la thématique Genre et Développement.
- une étude sur les stéréotypes et obstacles en matière de genre réalisée
- 107 conciliateurs médiateurs en cours de formation.
- 10 formatrices de femmes para juristes formées.

Au niveau du **produit 3** « *Les jeunes et les femmes connaissent les causes des conflits et adoptent les attitudes pour la promotion de la paix et la citoyenneté au sein de leurs structures et communautés* », les activités réalisées ont permis :

- La vulgarisation des études sur le Service Civique National et sur les préjugés sociaux, les discriminations et la promotion de la citoyenneté : on note l'engagement citoyen des jeunes pour la promotion de la citoyenneté, des droits humains et la culture de la paix dans les zones d'intervention du programme au Brakna, Trarza et dans les Hodhs grâce à la mise en œuvre d'activités citoyennes, artistiques, culturelles et communicationnelles: théâtre, caravanes artistiques, clubs scolaires, renforcement des capacités des acteurs de la communication et des leaders communautaires et productions radiophoniques. L'UNICEF, pour des raisons stratégiques, est allé au-delà de ces zones. Les questions relatives à l'éducation civique et à la promotion de la citoyenneté ont été généralisées au niveau de l'ensemble des régions. Cette initiative a été du reste, favorablement accueillie par les autorités administratives de certaines wilayas.
- Les activités ont été mises en œuvre en étroite collaboration avec le Ministère de la Culture de la Jeunesse et des Sports, le Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement, le Ministère de l'Education Nationale et les organisations de la société civile. Ces activités ont touché environ 300 000 personnes (élèves, chef religieux, jeunes en dehors de l'école, femmes etc).
- La sensibilisation de larges couches de la population : 25000 personnes connaissent des notions de citoyenneté, de droits humains et de culture de la Paix grâce à la caravane organisée dans les régions du Trarza (Rosso), du Brakna (Aleg) et dans les Hodh (Néma et Ain Farba). Ces mêmes personnes ont intégré la dimension prévention du VIH/SIDA et du paludisme. Les populations dans certains sites de rapatriés du Sénégal et les populations d'accueil ont réappris à se parler et à résoudre leurs problèmes dans la sérénité.
- La participation de 5000 jeunes à des concerts musicaux pour la promotion des droits humains la culture de la Paix et la prévention du VIH/SIDA au Brakna et au Gorgol. Ils ont compris la nécessité de se faire dépister contre le VIH/SIDA mais aussi la nécessité de la non-discrimination des personnes affectées ou infectées par le VIH/SIDA ;
- La formation au profit de la société civile : 50 jeunes issus du réseau national des jeunes ont été formés en technique de la vie associative et sont à même de soutenir les activités des jeunes dans toutes les régions.
- La redynamisation des réseaux de jeunesse : les instances de 54 Réseaux de jeunes sont renouvelées et 702 nouveaux jeunes sont élus et formés en vie associative dans les 54 instances départementales ; 225 jeunes outillés en notions de citoyenneté et de prévention du VIH/SIDA ont assaini 180 écoles et ont amené 79 201 élèves à acquérir de bonnes notions d'hygiène de prévention du VIH/SIDA et de respect des symboles de l'Etat ; Des élèves du club scolaire secondaire d'Aioun ont développé des capacités en matière de droits humains auprès de 300 élèves dont 120 filles. Enfin, 550 leaders communautaires (Oulémas, femmes et jeunes) formés sur la prévention du VIH/SIDA et aux notions essentielles des droits humains et permis à 37000 personnes (Brakna, Gorgol, Nouakchott, Hodhs, Trarza) d'être mieux outillées sur ces questions.
- Des échanges d'expériences : 4000 personnes dont 40% de filles ont bénéficié des activités de la semaine culturelle régionale des jeunes organisée à Boghé. Cette semaine a été très productive car elle a permis aux jeunes de se retrouver et échanger autour des questions les concernant sur le plan éducatif et citoyens. Les jeunes ont nettoyé les établissements publics santé et d'éducation. Ils ont constitué des groupes citoyens pour revendiquer un accès équitable des populations à l'état civil dans un climat de paix et de sérénité. Ailleurs, cette question a fait l'objet de heurts entraînant même mort d'hommes. Cela démontre que la semaine culturelle a effectivement éduqué les jeunes.
- Grâce aux rencontres culturelles (musicales, semaines culturelles et sportives, Festival, Caravane etc.) et d'éducation à la Culture de la Paix, à la Citoyenneté et aux droits humains, les populations ont mesuré les enjeux de vivre dans un pays en paix et s'investissent pour qu'il n'en soit pas autrement au regard du développement des guerres et fléaux dans le monde.

Contribution à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le développement du F-OMD

- Dans le cadre de ce Programme, les activités exécutées par l'UNICEF contribuent à la réalisation de plusieurs des

OMD et en particulier l'OMD 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, et l'OMD 6 : combattre le VIH/SIDA. L'atteinte de ces objectifs requiert –i- une dimension pédagogique importante consistant à intensifier le renforcement des capacités de ces deux couches vulnérables-ii- une large implication des jeunes et des femmes dans la gestion des affaires de la communauté. C'est dans ce cadre que s'inscrivent les activités de diverses natures organisées en leur direction. Il reste entendu que la prévention des conflits est une question extrêmement sensible et les activités menées concernent la mobilisation sociale dans un contexte de précarité.

Dans le cadre du **produit 4** « *Les acteurs et les populations sont sensibilisées, formées et jouent un rôle actif dans la prévention des conflits* » relatif au volet « *Formation des élus, de la société civile et des administrations locales en prévention et gestion des conflits* », les activités suivantes ont été réalisées :

A ce jour, 280 élus locaux ainsi que 140 femmes leaders et 140 facilitateurs hommes ont bénéficié de formations sur la prévention et la gestion des conflits et s'impliquent activement sur le terrain.

En outre, le programme conjoint a cofinancé l'atelier de mise en œuvre des recommandations du rapporteur spécial des Nations Unies sur les formes contemporaines de l'esclavage.

Le programme a contribué également au renforcement des capacités de la Commission Nationale des Droits de l'Homme et financé la Semaine de la Citoyenneté organisé par l'Espace Culturel Diédi Tabara Camara de Nouakchott.

Faites-vous face à des difficultés dans la mise en œuvre ? Oui X Non

- ☐ Coordination des agences des NU
- ☐ Coordination avec le gouvernement
- ☐ Coordination au sein du (des) gouvernement(s)
- ☒ Difficulté administrative (achats, etc.), financière (gestion des fonds, disponibilité, révision du budget, etc.)
- ☐ Gestion : 1. Gestion de l'activité et de la réalisation 2. Gouvernance 3. Prise de décision 4. Responsabilisation
- ☐ Conception du Programme conjoint
- ☐ Difficulté externe au Programme conjoint (risques et hypothèses, élections, désastre naturel, troubles sociaux, etc.)
- ☒ Autre difficulté. Veuillez préciser:

- b.** Veuillez décrire brièvement (en 250 mots) les difficultés réelles rencontrées par le Programme conjoint. Décrivez ces difficultés par rapport au plan du Document du Programme conjoint. Essayez de décrire des faits en évitant les interprétations ou les opinions personnelle

Le programme accuse toujours un retard sur certains dossiers stratégiques, notamment l'élaboration d'une stratégie de cohésion sociale. Il est prévu le recrutement d'un consultant pour l'élaboration d'une feuille de route pour la formulation d'une stratégie de cohésion sociale.

Le programme a aussi été affecté par la vacance du poste de chargé de programme.

- c. Veuillez décrire brièvement (en 250 mots) les difficultés externes au Programme conjoint (Non causées par le Programme conjoint) qui ralentissent la mise en œuvre. Essayez de décrire des faits en évitant les interprétations ou les opinions personnelles.

Difficulté à avoir une approche sereine et dépassionnée sur les thématiques abordées par le programme, lesquelles touchent à la structure sociale.

Veuillez décrire brièvement (en 250 mots) les mesures projetées pour éliminer ou atténuer les difficultés décrites ci-dessus (b+C). Essayez le plus possible d'être précis dans vos réponses.

Des actions de plaidoyer de haut niveau doivent être entreprises pour lever les obstacles susmentionnés. Par ailleurs, le recrutement d'un Coordinateur de Programme est imminent.

- a. Coordination Inter-Agence et Unité dans l'Action

Le Programme conjoint dans son ensemble reste-t-il dans la ligne du PNUD? Veuillez cocher la bonne réponse

☒ Oui

☐ Non

- Si non, comment le Programme conjoint s'intègre-t-il aux stratégies de développement propres au pays?

☐ Oui

☐ Non

Si non, veuillez expliquer:

Quels types de mécanismes de coordination et de décisions ont été mis en place pour assurer un processus et une(des) réalisation(s) conjoint(es)? Les différents programmes conjoints du pays assurent-ils une coordination entre eux? Veuillez répondre aux questions ci-dessus mentionnées et y ajouter tous autres commentaires pertinents (en 250 mots):

- Coordinateur recruté par le PNUD pour appuyer la mise en œuvre des activités
- CGP pour le suivi régulier des activités du programme conjoint
- Comité Directeur National pour la supervision globale
- Coordinateur international pour assurer la synergie entre tous les PC MDG-F

Indicateurs	Référence	Valeur actuelle	Sources de vérification	Méthodes de collecte
Nombre d'activités de gestion (financière, achats, etc.) menées conjointement par les agences de mise en œuvre pour les PC du F-OMD	0	0		
Nombre d'analyses conjointes (études, diagnostic) menées dans le cadre du PC du F-OMD	0	3	Rapports des études	
Nombre de missions et d'analyses menées conjointement par les agences de mise en œuvre pour les PC du F-OMD	0	2	Rapports de mission	

Veuillez fournir des informations additionnelles étayant les valeurs des indicateurs (en 250 mots) Essayez de décrire des faits qualitatifs et quantitatifs en évitant les interprétations ou les opinions personnelles.

- Une étude sur les stéréotypes et obstacles socioculturels basés sur le genre a été réalisée ainsi qu'un argumentaire pour adresser ces questions.
- Une étude sur les discriminations et les préjugés sociaux et la promotion de la citoyenneté réalisée
- Une étude réalisée sur la faisabilité du service civique national réalisée
- Une mission conjointe des agences du SNU a eu lieu au Brakna, Trarza et dans les deux Hodh.
- Une mission d'accompagnement de la consultante chargée de l'évaluation à mi-parcours du programme s'est déroulée en fin 2011.

b. Efficacité du développement: Déclaration de Paris et Programme d'Action d'Accra

Les partenaires du gouvernement et autres partenaires de la mise en œuvre nationale sont-ils engagés dans la mise en œuvre des activités et la production des résultats?

- ☐ Pas engagés
☐ Quelque peu engagés
☒ Assez engagés
☐ Pleinement engagés

Dans quel genre de décisions et d'activités les partenaires du gouvernement sont-ils engagés? Veuillez cocher la(es) réponse(s) adaptée(s)

- ☒ Politique/prise de décisions
☒ Gestion: ☒ budget ☐ Achats ☐ Fourniture de services
☐ Autres, spécifiez:

Qui dirige et/ou préside le CGP et combien de fois s'est-il réuni ?

Le CGP est co-présidé par l'agence SNU leader (PNUD) et le Directeur National du Programme (Commissariat aux Droits

de l'homme)

Nombre de réunions : 05

La Société Civile et/ou le Secteur privé sont-ils engagés dans la mise en œuvre des activités et la production des résultats?

- ☐ Pas engagés
☐ Quelque peu engagés
☒ Assez engagés
☐ Pleinement engagés

Dans quel genre de décisions et d'activités sont-ils engagés? Veuillez cocher la(es) réponse(s) adaptée(s)

- ☐ Politique/prise de décisions
- ☐ Gestion: ☐ budget ☐ Achats ☐ Fourniture de services
☒ Autres, spécifiez: dans la mise en œuvre du programme

Les citoyens sont-ils engagés dans la mise en œuvre des activités et la production des résultats?

- ☐ Pas engagés
☐ Quelque peu engagés
☒ Assez engagés
☐ Pleinement engagés

Dans quel genre de décisions et d'activités les citoyens sont-ils engagés? Veuillez cocher la(es) réponse(s) adaptée(s)

- ☐ Politique/prise de décisions
- ☐ Gestion: ☐ budget ☐ Achats ☐ Fourniture de services
☒ Autres, spécifiez: dans le plaidoyer et la sensibilisation

Où est logée l'Unité de gestion du Programme?

- ☐ Gouvernement National ☐ Gouvernement Local
☒ Agence des NU ☐ Seul ☐ Autre, spécifiez

Sur la base de vos réponses précédentes, décrivez brièvement la situation actuelle du gouvernement, de la société civile, du secteur privé et des citoyens en termes d'appropriation, de conformité et de responsabilité mutuelle des programmes conjoints et donnez des exemples

Il existe une appropriation du programme par l'ensemble des acteurs qui se sentent assez impliqués dans les instances de gestion (comité de gestion du programme) et dans la participation aux activités de renforcement des capacités et de suivi conjoint.

L'appropriation par les citoyens tend se renforcer, par exemple dans le cadre de la mise en place des AGR qui sont devenues une réalité, permettant ainsi aux bénéficiaires d'acquérir des revenus par leurs propres moyens. En plus, l'implication d'organisations locales de la société civile qui travaillent directement avec les populations cibles favorise cette appropriation.

Le PC a-t-il articulé une stratégie de communication et de plaidoyer qui aide à l'avancement de ses objectifs et du développement de ses résultats? Si pertinent, veuillez brièvement expliquer dans une pièce jointe les objectifs, éléments clés et public cible de cette stratégie (max. 250 mots)

☒ Oui

☐ Non

Veuillez fournir une brève explication des objectifs, éléments clés et de l'audience ciblée par cette stratégie (max. 250 mots).

Le programme conjoint se propose d'utiliser activement l'expertise du Chargé de Communication et Plaidoyer F-OMD nouvellement recruté.

Quels apports concrets les efforts de plaidoyer et de communication mentionnés dans le PC et/ou les stratégies nationales contribuent à leurs réalisations

- ☒ Augmenter la sensibilisation entre les citoyens et les gouvernements en rapport aux questions liées aux OMD.
- ☒ Augmenter le dialogue entre citoyens, la société civile, le gouvernement national local en rapport aux pratiques et politiques de développement.
- ☒ Politique nouvelle/adoptée et législation promouvant l'avancement des OMD et autres objectifs connexes.
- ☒ Établissement et/ou lien avec les réseaux sociaux promouvant l'avancement des OMD et autres objectifs connexes.
- ☒ Moments clés/manifestations de mobilisation sociale qui soulignent ses questions.
- ☒ Promotion via les médias et plaidoyer
- ☐ Autres (utilisez la case ci-dessous)

Quel est le nombre et type de partenariats ayant été établis entre les différents secteurs de la société afin de promouvoir la réalisation des OMD et autres objectifs connexes?

- | | |
|--|-----------|
| ☐ Organisations religieuses | Nombre |
| ☐ Réseaux sociaux/coalitions | Nombre |
| ☐ Groupes locaux de citoyens | Nombre |
| ☐ Secteur Privé | Nombre |
| ☐ Institutions académiques | Nombre |
| ☒ Groupes de média/journalistes | Nombre 17 |
| ☒ Autres (utilisez la case ci-dessous) | Nombre 20 |

- Autorités régionales
- ONG et associations locales
- Groupes de théâtre populaires
- Groupes parlementaires

Quelles activités de promotion le programme met-il en œuvre pour s'assurer que la population locale ait accès adéquat aux informations sur le programme et sur les opportunités découlant d'une participation active à sa réalisation?

- ☐ Discussions de groupes focaux
- ☐ Enquêtes sur les ménages
- ☒ Utilisation des moyens de communication locaux tels que la radio, les troupes de théâtre, les journaux, etc.
- ☒ Forum de réunions ouvertes au public
- ☒ Renforcement des capacités/Formations
- ☐ Autres

--

Section III: Objectifs de Développement du Millénaire

a. Objectifs de Développement du Millénaire

Le principal objectif du F-OMD est de contribuer à l'avancement vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement dans le monde. Cette sous-section sert à recueillir les données et les informations sur la contribution des programmes conjoints à un ou plusieurs objectifs et cibles du Millénaire pour le développement.

À cette fin, le secrétariat a développé une matrice dans laquelle vous devez relier les résultats de votre programme conjoint à un ou plusieurs cibles et objectifs du Millénaire pour le développement. Cette matrice doit être interprétée de gauche à droite. Dans un premier temps, vous devez y indiquer en quoi chaque résultat du PC contribue à un ou plusieurs OMD. Une fois ces liens établis, ils doivent être approfondis en reliant chaque résultat du programme conjoint à un ou plusieurs OMD. Dans un troisième temps, vous devez estimer le nombre de bénéficiaires atteints par le PC pour chaque résultat spécifique. Enfin, vous devez sélectionner les indicateurs les plus adaptés dans le cadre de S&E de votre programme conjoint pour mesurer les cibles du Millénaire sélectionnées. Voir l'exemple ci-dessous.

OMD #	Résultat du Programme Conjoint	Cible OMD #	Indicateurs OMD	Indicateur de PCs
Objectif 1 <i>Réduire l'extrême pauvreté et la faim</i> Objectif 2 <i>Assurer l'éducation primaire pour tous</i> Objectif 3 <i>Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes</i>	La cohésion sociale est renforcée par la promotion des droits des populations marginalisées et la mise en place de mécanismes participatifs de règlement des conflits	- Réduire de moitié la population dont le revenu est inférieur à 1 \$ par jour - Eliminer les disparités entre les sexes à tous les niveaux de l'enseignement - Donner à tous les enfants, garçons et fille, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaire	- Pourcentage de la population vivant sous le seuil de pauvreté - Proportion des sièges occupés par des femmes au parlement national - Proportion de femmes salariées dans le secteur non agricole - Taux net de scolarisation dans le primaire - Taux d'alphabétisation de la population âgée de 15 à 24 ans	-% d'habitants des Adwabas et de rapatriés vivant sous le seuil de pauvreté, % de femmes vivant sous le seuil de pauvreté : 164 AGRs -Nombre mécanismes de règlement des conflits mis en place et % de femmes représentées : La mise en place des mécanismes est en cours -% de femmes dans les structures de dialogue : 50% des comités de gestion villageois sont des femmes (191 femmes initiées aux techniques de plaidoyer et de négociation) -Nb de mécanismes fonctionnels de justice alternative et % de cas soulevés par des femmes :

				<i>Processus de mise en place en cours (formation de 10 femmes formatrices de femmes para-juristes)</i> -Nb d'actions communautaires locales en faveur de la promotion de la paix et de la citoyenneté : 2 rencontres d'échanges inter-générationnels organisées et 2 fora de plaidoyer établis, 10 espaces d'échanges et d'éducation à la citoyenneté établis, 2 caravanes et deux festivals
	Résultat du Programme Conjoint 2	Cible OMD #	Indicateur OMD	Indicateur de PC
	La culture démocratique est promue et contribue à la prévention des conflits	- Eliminer les disparités entre les sexes à tous les niveaux de l'enseignement - Donner à tous les enfants, garçons et fille, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaire	Proportion des sièges occupés par des femmes au parlement national Proportion de femmes salariées dans le secteur non agricole Taux net de scolarisation dans le primaire Taux d'alphabétisation de la population âgée de 15 à 24 ans	-Nb d'acteurs et de femmes leaders et élues locales formées à la prévention des conflits : 140 élus locaux formés en prévention et gestion des conflits ; 140 femmes leaders et 140 facilitateurs hommes formés en prévention et gestion des conflits -Existence de cours sur les droits de l'homme dans les curricula professionnels. -Nb de personnes sensibilisées à l'éducation électorale et aux droits de

				l'homme : 15% des populations sont sensibilisées sur les droits et devoirs des citoyens
--	--	--	--	--

Type / nombre de mécanismes (pris en charge au titre du programme conjoint) qui répondent aux demandes / mécontentements les plus courants en relation avec les sources de conflit existantes et/ou potentielles (par ex., déni des droits, violence urbaine, discrimination, etc.)

☐ Applicable ☐ Non applicable. Si tel est le cas, veuillez passer directement à la section 2

Commentaires explicatifs additionnels

Veuillez indiquer toute information et contribution pertinente du programme pour les OMD, tant au niveau national que local.

OMD 1 (lutte contre la pauvreté/faim) : dialogue pour des choix équitables et efficaces de répartition des ressources + amélioration conditions de vie ;
 OMD 2 (éducation universelle) : intégration de l'éducation civique et des DH dans curricula ;
 OMD 3 (égalité de genre) : Implication des femmes dans le processus de dialogue /concertation ;
 OMD 7 : Gestion durable des ressources (dialogue).

1. Capacités nationales renforcées pour la prévention, la réduction, l'atténuation et la prise en charge de l'impact des conflits violents

☐ Forums / tables rondes	Nbre à l'échelon national	Nbre à l'échelon régional	Nbre à l'échelon local
☐ Groupes de travail	Nbre à l'échelon national	Nbre à l'échelon régional	Nbre à l'échelon local
☐ Clubs d'échanges	Nbre à l'échelon national	Nbre à l'échelon régional	Nbre à l'échelon local
☐ Accords de coopération	Nbre à l'échelon national	Nbre à l'échelon régional	Nbre à l'échelon local
☐ Autre (veuillez spécifier) :	Nbre à l'échelon national	Nbre à l'échelon régional	Nbre à l'échelon local

Veuillez fournir brièvement des informations contextuelles sur les mécanismes cités ci-dessus et sur le pays / la municipalité dans lequel / laquelle le mécanisme est mis en œuvre (ligne de base, étape d'élaboration et approbation, impact potentiel) :

Nombre de citoyens qui bénéficient des mécanismes mentionnés ci-dessus pour canaliser leurs préoccupations :

☐ Applicable ☐ Non applicable

		Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes
☐ Nbre total de citoyens	Nbre total	(% des groups			Zone urbaine		
☐ Jeunes âgés de moins de 25 ans	ethniques)				Zone rurale		
☐ Personnes déplacées à l'intérieur	Nbre total	Zone urbaine			Zone rurale		
de leur pays/ réfugiés	Nbre total	Zone urbaine			Zone rurale		
☐ Autre (veuillez spécifier) :	Nbre total	Zone urbaine			Zone rurale		
	Nbre total	Zone urbaine			Zone rurale		

1. Capacités nationales renforcées pour la prévention, la réduction, l'atténuation et la prise en charge de l'impact des conflits violents

Nombre de plans locaux et/ou communautaires mis en œuvre pour la prévention de la violence ciblant :

Nbre total 4

Jeunes Nbre (% des groupes ethniques)
 Femmes Nbre 4 (% des groupes ethniques)
 Groupes ethniques Nbre
☐ Autre (veuillez spécifier) : Nbre (% des groupes ethniques)

Remarques Dans le domaine de la justice, de nombreuses mesures ont été prises visant à faciliter son accessibilité (justice de proximité), à sensibiliser les populations sur le mode de fonctionnement ou encore à vulgariser le droit.
 Dans le cadre de la prévention des conflits, les activités mises en œuvre consistent à renforcer les capacités des femmes, accroître leur implication à travers la sensibilisation et mettre en place un réseau de relais communautaires.

2. Capacités renforcées pour la prévention, la réduction, l'atténuation et la prise en charge de l'impact des conflits violents

Nombre d'organisations et d'individus bénéficiant d'un renforcement des capacités dans les domaines suivants :

- ☒ Prévention de la violence / des conflits
- ☒ Médiation
- ☐ Résolution des conflits
- ☐ Résolution et règlement des différends
- ☐ Accords de coopération
- ☐ Établissement de dialogues

Chefs religieux Nbre 595 (% des groupes ethniques)
 Chefs de communauté Nbre 96 (% des groupes ethniques)
 Citoyens : Nbre de femmes 551 Nbre d'hommes 450 (% des groupes ethniques)
 Juges Nbre (% des groupes ethniques)
 Policiers Nbre (% des groupes ethniques)
 Fonctionnaires Nbre (% des groupes ethniques)
 Représentants du gouvernement Nbre (% des groupes ethniques)
 Organisations de jeunes Nbre 54 (% des groupes ethniques)
 Organisations communautaires Nbre 13 (% des groupes ethniques)

Nombre et type d'incidents violents signalés dans le domaine d'intervention par le biais de canaux formels et informels :	Remarques
☐ Incidents sociaux (par ex., émeutes) Nbre ☐ Criminalité (vols, etc.) Nbre ☐ En rapport avec des groupes ethniques Nbre ☐ Autre (veuillez spécifier) : Nbre	